



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/708
5 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/RUSSE

Quarante-deuxième session
Points 15, 17, 19, 22, 25, 26, 39
et 40 de l'ordre du jour

ELECTIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES PRINCIPAUX

NOMINATIONS AUX SIEGES DEVENUS VACANTS DANS LES ORGANES SUBSIDIAIRES
ET AUTRES NOMINATIONS

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

COOPERATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONFERENCE DES NATIONS UNIES POUR LA PROMOTION DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE
L'ENERGIE NUCLEAIRE

Lettre datée du 2 novembre 1987, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué (annexe I) et du document intitulé "Renforcement de l'efficacité de la Conférence du désarmement à Genève" (annexe II), qui ont été publiés à la session du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats membres du Traité de Varsovie tenue à Prague les 28 et 29 octobre 1987.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 15, 17, 19, 22, 25, 26, 39 et 40 de l'ordre du jour.

(Signé) Evsen ZAPOTOCKY

ANNEXE I

Communiqué de la session du Comité des ministres des affaires étrangères
des Etats membres du Traité de Varsovie

Les 28 et 29 octobre 1987 a eu lieu à Prague une session ordinaire du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats membres du traité de Varsovie sur l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle.

Ont participé à la session : P. Mladenov, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie, P. Várkonyi, Ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise, M. Orzechowski, Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne, O Fischer, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, I. Totu, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie, B. Chňoupek, Ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque, E. A. Chevardnadze, Ministre des affaires étrangères de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

1. Les ministres des affaires étrangères ont examiné la situation en Europe et dans le monde et ont constaté qu'elle continuait à être complexe et contradictoire.

Les participants à la session se sont déclarés satisfaits de ce que des moments encourageants soient apparus dans la vie internationale. Pour la première fois dans l'histoire, l'idée du désarmement nucléaire est sur le point de se réaliser. On met actuellement au point le mandat des négociations sur la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe. Des progrès ont été enregistrés dans les pourparlers sur l'interdiction des armes chimiques. On a intensifié les efforts visant à régler les conflits militaires et à résoudre les questions litigieuses entre Etats par des moyens politiques, par la voie de négociations. La nécessité de restructurer les relations économiques internationales sur la base de l'égalité des droits et de l'avantage mutuel s'impose avec une urgence encore plus grande. La nécessité de régler en commun les problèmes de caractère global, y compris la protection de l'environnement, est de plus en plus généralement admise. Tout ceci est l'expression d'une nouvelle mentalité politique, concourt à l'instauration de relations internationales d'un type nouveau et contribue à faire comprendre que la sécurité de chacun ne peut être obtenue que sur la base de la sécurité de tous. Il s'agit là d'une contribution aux efforts visant à trouver le chemin le plus court vers un monde sans armes nucléaires et non violent.

Cependant, il existe toujours dans le monde des problèmes aigus qu'il faut régler. La course aux armements conserve son élan inquiétant, les tentatives de l'étendre à l'espace se poursuivent. Malgré les appels et les efforts des Etats socialistes et d'autres pays, ainsi que de l'opinion publique mondiale, on n'est pas encore parvenu à une interdiction complète des essais nucléaires. La politique de la force et de l'ingérence dans les affaires intérieures, de menaces ouvertes contre des Etats souverains et d'aggravation de la tension dans différentes régions

du monde se poursuit: Certains conflits se sont exacerbés, ce qui crée de nouveaux dangers pour la paix et la sécurité internationales. Le sort du monde est compromis par les effets néfastes de la détérioration continue de la situation économique, surtout dans les pays en développement. L'acuité des problèmes énergétiques, écologiques et autres ne s'atténue pas.

Les ministres ont confirmé la position de leurs Etats selon laquelle l'inviolabilité des frontières et le strict respect des réalités territoriales et politiques existantes, de la souveraineté et de l'intégrité des Etats sont la condition d'un progrès notable vers le renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération en Europe. Dans ce contexte, ils ont souligné que les activités des forces revanchardes, notamment en République fédérale d'Allemagne, et le soutien au revanchisme où qu'il se manifeste sont en contradiction flagrante avec les intérêts de la détente et de la sécurité et avec l'esprit et la lettre de l'Acte final d'Helsinki. De telles activités continueront à susciter l'opposition la plus énergique.

Les Etats membres du Traité de Varsovie sont convaincus qu'une amélioration radicale dans les affaires internationales est nécessaire et possible. Les tendances positives qui ont commencé à se manifester dans les affaires mondiales doivent être renforcées et développées. Ayant compris que les armes nucléaires menacent l'existence même de la vie sur la Terre, que cesser la course aux armements et passer au désarmement, et surtout au désarmement nucléaire, est la tâche prioritaire du moment, ils invitent tous les pays et toutes les nations à unir leurs efforts pour régler les tâches urgentes auxquelles l'humanité est confrontée, à faire montre d'une nouvelle approche des questions de la guerre et de la paix. Pour atteindre ces objectifs, ils ont confirmé leur volonté de poursuivre leur politique de vaste dialogue constructif avec d'autres Etats.

2. Le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, E. A. Chevardnadze, a informé les participants à la session des résultats des négociations soviéto-américaines qui ont eu lieu à Moscou les 22 et 23 octobre, au cours desquelles, des progrès ont été enregistrés vers l'achèvement des préparatifs d'un traité sur la liquidation des missiles à portée intermédiaire et à portée plus courte et l'Union soviétique a présenté de nouvelles initiatives visant à rapprocher les positions des deux parties quant à une réduction de 50 % du nombre des armes stratégiques offensives, à condition que le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles soit strictement respecté et qu'il ne soit pas abrogé pendant au moins 10 ans; il a également été proposé de déclarer, à compter du 1er novembre 1987, un moratoire de toutes les activités liées à la fabrication, aux essais et au déploiement de missiles à portée intermédiaire et à portée plus courte.

Les Etats participant à la session ont appuyé la position soviétique relative à ces questions et ont exprimé l'espoir que l'accord sur l'élimination des deux catégories de missiles nucléaires serait signé prochainement et que les Etats-Unis d'Amérique accepteraient le moratoire proposé.

Ils ont souligné la nécessité de parvenir, lors de la rencontre soviéto-américaine au sommet, sur la base des propositions présentées et parallèlement à la signature du Traité sur les missiles à portée intermédiaire et à

/...

portée plus courte, à une entente sur les attitudes de base concernant les accords futurs sur les armes stratégiques offensives et le non-déploiement d'armes dans l'espace.

Les Etats parties au Traité de Varsovie se prononcent en faveur d'une interdiction complète et générale aussitôt que possible des essais nucléaires, en tant que mesure la plus urgente pour faire cesser la mise au point, la fabrication et le perfectionnement des armes nucléaires. Ils attribuent une grande importance à l'entente conclue entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique selon laquelle s'ouvriront dans les jours prochains des négociations par étapes de caractère global, et qui auront lieu dans une instance unique, portant sur la limitation et finalement la cessation totale des essais nucléaires, ainsi qu'à la signature d'un accord soviéto-américain sur la création de centres pour réduire le danger nucléaire.

Les Etats participant à la session sont d'avis que la conclusion d'un accord soviéto-américain sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à portée plus courte et une entente sur les armes stratégiques offensives et l'espace marqueraient le commencement réel du processus de désarmement nucléaire, permettraient d'enregistrer des progrès dans d'autres domaines du désarmement et de renforcer la sécurité, de libérer totalement l'Europe de l'arme nucléaire, de réduire les forces armées et les armements classiques, et de réduire en conséquence les dépenses militaires.

Il est extrêmement important que ne soit entreprise aucune action qui puisse compliquer la réalisation de ces accords. Dans ce contexte, les déclarations de certains représentants en Occident, qui demandent que l'élimination prochaine des missiles américains en Europe soit "compensée" par le déploiement de nouvelles armes nucléaires et non nucléaires et la formation de nouvelles structures militaires, suscitent une grave inquiétude.

3. Les Etats participant à la session réaffirment qu'ils sont résolus à s'employer à mettre en place un système général de paix et de sécurité internationales. Ils souhaitent que soit garantie la sécurité de tous les Etats, sur la base de l'égalité et dans toutes les sphères des relations internationales.

L'édification d'un monde sûr se poursuit par tout l'élimination des armes nucléaires, chimiques et autres types d'armes de destruction massive, une réduction radicale des forces armées et des armements classiques et une réduction correspondante des dépenses militaires, la dissolution des blocs militaires et la liquidation des bases situées en territoire étranger, le retrait de toutes les troupes se trouvant hors des frontières de leur propre pays et la mise en place de mécanismes efficaces pour prévenir tous les types d'agression et renforcer la paix sur la base de niveaux d'armement sensiblement réduits.

Le règlement pacifique aussi rapide que possible des conflits régionaux existants et la prévention de nouveaux conflits sont des conditions importantes pour assurer la sécurité des nations. Des mesures efficaces de lutte contre le terrorisme international sont aussi un élément essentiel du système de sécurité.

Une sécurité économique égale doit être assurée par la restructuration des relations économiques internationales, y compris dans le domaine financier et monétaire, sur une base égale en droits et démocratique, dans l'intérêt de tous les Etats, y compris les pays en développement, l'instauration d'un nouvel ordre économique international, l'élimination du sous-développement et un règlement global et juste des problèmes de dette extérieure. La réaffectation des ressources dégagées par suite d'un désarmement réel aux besoins du développement économique et social contribuerait beaucoup à la réalisation de ces objectifs.

Une coopération large et véritablement à égalité entre les pays dans le domaine humanitaire favoriserait la mise en place du système général de sécurité. Les Etats membres du Traité de Varsovie jugent indispensable la réalisation intégrale des droits fondamentaux de l'homme à la vie et au travail, de ses droits politiques, civiques, économiques, sociaux et culturels dans leur totalité et leur interdépendance, tout en respectant la souveraineté des Etats et en éliminant toutes les formes de discrimination, d'apartheid, de racisme, de nationalisme et de chauvinisme de même que la propagande de la guerre. Ils se prononcent en faveur d'un large dialogue sur les problèmes humanitaires, notamment dans le cadre d'une conférence européenne à Moscou.

Les Etats représentés à la session ont de nouveau souligné la nécessité que tous les Etats respectent strictement les principes de l'indépendance et de la souveraineté nationales, du non-recours à la force et à la menace d'en user, de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale, du règlement pacifique des différends, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité des droits, ainsi que des autres principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki et des autres normes généralement admises des relations internationales.

On a attiré l'attention sur l'importance d'un examen constructif, à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui est en cours, de l'initiative commune des pays socialistes visant à la mise en place d'un système général de sécurité grâce aux efforts collectifs de tous les Etats Membres de l'ONU. Partant de l'idée qu'un tel système devrait fonctionner en se fondant sur la Charte des Nations Unies et dans le cadre de celle-ci, les ministres se sont prononcés en faveur d'un raffermissement du rôle de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Secrétaire général de l'ONU, et ont estimé que tous les Etats devraient leur prêter un soutien maximum et contribuer à accroître l'efficacité de l'activité de l'ONU et de ses organismes apparentés en augmentant leur apport au règlement des questions à caractère international. Ils ont exprimé l'espoir que l'Assemblée générale relancerait un dialogue international sur ces questions et aiderait à en approfondir et enrichir le contenu.

4. Les Etats parties au Traité de Varsovie lancent un appel aux participants aux négociations sur l'interdiction complète et générale des armes chimiques et la destruction de leurs stocks afin qu'ils fassent preuve de la volonté politique voulue pour remplir le mandat fixé par l'ONU et terminent dans les plus brefs délais l'élaboration d'une convention internationale en la matière.

5. Les Etats représentés à la session jugent prioritaire la réduction substantielle des forces armées et des armements en Europe. C'est ce à quoi vise le programme commun qu'ils ont arrêté en juin 1986 à Budapest. A ce propos, les ministres ont souligné la nécessité d'accélérer l'élaboration d'un mandat pour les futures négociations, qui tienne compte des intérêts de la sécurité de toutes les parties, qui, en conformité avec le Document final de la réunion de Madrid, donne aux 35 Etats participants au processus européen une possibilité réelle d'examiner et de résoudre les questions relatives au désarmement et à l'accroissement de la confiance et de la sécurité en Europe et qui permette d'entamer les négociations dans les meilleurs délais. Les Etats représentés à la session ont confirmé leur proposition de tenir une réunion des ministres des affaires étrangères des Etats parties à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui adopterait une décision concernant l'ouverture de vastes négociations tendant à réduire sensiblement les forces armées et les armements tactiques nucléaires et classiques en Europe et à réduire en conséquence les dépenses militaires, à redresser les déséquilibres au moyen de réductions pertinentes et à écarter la menace d'une attaque-surprise. La réunion contribuerait également à la solution d'autres questions relatives à la sécurité et la coopération européennes.

Les ministres ont noté avec satisfaction que l'application des dispositions du document de la Conférence de Stockholm contribuait à la compréhension mutuelle et permettait d'accroître la confiance et la sécurité.

Il serait très important, pour accroître la confiance en Europe, qu'il soit donné suite à la proposition concernant la tenue des consultations sur les doctrines militaires que les Etats parties au Traité de Varsovie ont adressée aux Etats membres de l'OTAN à Berlin, en mai 1987.

6. La création de zones exemptes d'armes nucléaires et chimiques dans les Balkans, en Europe centrale et en Europe du Nord aiderait à assainir la situation sur le continent et contribuerait en même temps dans une large mesure à débarrasser le monde de ce type d'armes de destruction massive. A ce propos, les participants ont réaffirmé leur soutien aux propositions de la République démocratique allemande et de la République socialiste tchécoslovaque, de la République socialiste de Roumanie et de la République populaire de Bulgarie à ce sujet et souligné la nécessité de leur donner suite.

Ils ont confirmé que leurs Etats étaient prêts à contribuer à la mise en oeuvre du plan sur la réduction des armements et le renforcement de la confiance en Europe centrale, proposé par la République populaire de Pologne. L'application de ce plan constituerait un facteur important de la consolidation de la paix et de la stabilité, et de la garantie d'une sécurité durable sur le continent européen.

Les ministres ont exprimé le souhait que les Etats situés de part et d'autre de la ligne séparant les deux groupements militaro-politiques adopteraient des mesures concrètes pour réduire le niveau de la confrontation militaire et renforcer la confiance, y compris l'élimination mutuelle des types d'armes offensives les plus dangereux.

Les Etats représentés à la session appuient la proposition de l'URSS ayant trait à une réduction radicale du niveau de la confrontation militaire dans le nord de l'Europe et dans l'Arctique, à la transformation de cette région en zone de paix et de coopération, et à la tenue, à cet effet, de négociations entre les Etats concernés.

Ils saluent les efforts des pays de la Méditerranée non alignés visant à transformer cette région en une zone de coopération pacifique. Les ministres rappellent les propositions des Etats parties au Traité de Varsovie relatives à cette question.

7. Les Etats représentés à la session soulignent la nécessité d'élaborer un système de contrôle strict et efficace, tant national qu'international, y compris celle de procéder à des inspections sur place. Un tel système serait une garantie sûre de l'application rigoureuse de tous les accords dans le domaine du désarmement. Il constituerait une certitude que les engagements en découlant seraient respectés en toute circonstance. Un tel système devrait englober tous les aspects du désarmement.

8. Les Etats parties au Traité de Varsovie sont d'avis qu'il est plus urgent que jamais que tous les Etats intensifient résolument leurs efforts en vue de prendre des mesures efficaces dans le domaine du désarmement. L'intensification des travaux dans les instances internationales compétentes, notamment à la Conférence du désarmement de Genève, devrait également contribuer à la réalisation de cet objectif. Un document relatif à cette question a été adopté à la session.

En se prononçant en faveur d'une approche intégrée des questions du désarmement, les Etats socialistes alliés considèrent qu'il est extrêmement important que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement donne une impulsion positive à toutes les négociations en cours sur les différents problèmes de désarmement et à la mise au point, d'un commun accord, de mesures concrètes dans ce domaine, et qu'elle contribue à la réalisation de progrès réels vers un monde sûr et exempt d'armes nucléaires, et à l'instauration d'un climat politique fondé sur la confiance, la transparence, la franchise et la prévisibilité dans les affaires internationales.

9. Les Etats représentés à la session se prononcent en faveur d'une Europe indivisible de paix et de coopération, pour la construction d'une "maison européenne", dans laquelle régnerait une atmosphère de bon voisinage et de confiance, de coexistence et de compréhension mutuelle.

Les tendances qui se font jour dans le domaine de la sécurité et de la coopération créent des conditions propices pour donner une nouvelle impulsion au processus européen. Les Etats parties au Traité de Varsovie attachent une importance particulière au déroulement d'un dialogue multiforme dans une atmosphère de confiance accrue et sur des bases solides et sûres, ainsi qu'à l'élargissement et à l'approfondissement dynamiques de la coopération. Ils réaffirment leur attachement au développement progressif du processus européen et leur disposition à s'engager, par leurs efforts communs, vers une nouvelle étape de détente en Europe.

/...

Les ministres ont examiné l'état des travaux de la rencontre de Vienne et exprimé leur souhait qu'elle parviendrait à des accords équilibrés dans tous les domaines, sur la base des principes de l'Acte final d'Helsinki. A leur avis, il faut multiplier les efforts en vue d'obtenir, le plus rapidement possible, des résultats qui permettront d'élever le niveau du processus européen. Ils ont souligné l'importance de la convocation d'un forum économique à Prague, d'une conférence sur la coopération scientifique et technique à Bucarest, d'un forum écologique à Sofia et d'un colloque sur la protection du patrimoine culturel de l'Europe à Cracovie.

10. Les ministres ont procédé à un échange de vues sur les foyers de tension et les conflits existants et confirmé la détermination de leurs Etats à contribuer activement à un règlement politique équitable de ces problèmes.

La tenue d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU avec la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP et les Etats membres permanents du Conseil de sécurité, contribuerait pour une large part à la mise au point d'un règlement global équitable et à la garantie d'une paix durable au Moyen-Orient.

Les ministres ont exprimé leur préoccupation devant la tension croissante dans la région du golfe Persique et souligné la nécessité de mettre un terme, dans les plus brefs délais, aux hostilités entre l'Iraq et l'Iran, d'appliquer intégralement et immédiatement la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, de retirer les navires de guerre étrangers du Golfe et d'assurer la liberté de navigation dans cette région.

11. Les Etats socialistes alliés ont confirmé qu'ils étaient résolus à renforcer leur cohésion et leur unité, à déployer des efforts plus énergiques en matière de coopération dans le domaine de la politique extérieure, en vue d'écarter la menace d'une guerre et de renforcer la sécurité en Europe et dans le monde. Les participants ont examiné toute une série de mesures concrètes et pratiques, y compris celles qui concernent l'activité des organes permanents nouvellement constitués - le Groupe multilatéral pour les informations mutuelles et la Commission spéciale pour les questions de désarmement.

Les participants ont souligné que la session se tenait à la veille du soixante-dixième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre qui a ouvert une ère nouvelle dans la vie de l'humanité, en frayant aux peuples le chemin menant à la libération sociale et nationale, à un monde sans guerres et sans armes. La victoire du socialisme dans de nombreux pays s'est traduite par la création d'un système socialiste mondial qui joue un rôle de plus en plus important à la tête de la lutte pour la paix et le désarmement, la sécurité internationale et le progrès social, pour la liberté, l'égalité de droits et le respect de l'indépendance et de la souveraineté de chaque Etat.

La session s'est déroulée dans une atmosphère empreinte d'amitié et de coopération fraternelle. La prochaine session aura lieu à Sofia.

ANNEXE II

Renforcement de l'efficacité de la Conférence du désarmement de Genève

Partant de la ferme conviction qu'une paix durable et une sécurité fiable pour tous ne peuvent être assurées que par des moyens politiques, les Etats parties au Traité de Varsovie attribuent une importance fondamentale à la garantie d'une efficacité maximale de l'ensemble des organes chargés de l'examen des questions de désarmement. Au centre des débats dans les domaines de la sécurité et du désarmement, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, doivent figurer les questions relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Tous les Etats doivent intensifier leurs efforts pour créer un monde exempt d'armes nucléaires et sans violence.

La Conférence du désarmement de Genève occupe une place particulière dans ce contexte, du fait que participent à ses activités, sur la base de l'égalité de droits, des Etats de tous les continents, dotés de systèmes socio-économiques différents, des membres d'alliances militaro-politiques, des pays non alignés et des pays neutres, toutes les puissances nucléaires, de même que des pays ne possédant pas d'armes nucléaires.

Ce forum multilatéral a déjà prouvé que, lorsque les Etats manifestent une volonté politique suffisante, il peut servir de cadre à des débats concrets et productifs portant sur l'élaboration de mesures et d'accords dans le domaine du désarmement. Il compte, à son actif, des instruments de droit international, tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité interdisant de placer des armes nucléaires sur le fond des mers et des océans, la Convention sur l'interdiction des armes bactériologiques et la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires.

Dans le même temps, les résultats auxquels ont abouti les travaux de la Conférence de Genève au cours des dernières années sont loin de correspondre aux exigences de l'époque.

Au stade actuel des activités de la Conférence du désarmement, les Etats représentés à la session proposent de centrer les efforts sur le règlement des principales questions ci-après.

Achèvement des travaux relatifs à la Convention sur l'interdiction et l'élimination des armes chimiques. Les Etats parties au Traité de Varsovie considèrent l'interdiction et l'élimination des armes chimiques dans les meilleurs délais comme l'un des principaux objectifs de leur politique étrangère. Dans ce contexte, ils rappellent leur déclaration adoptée à Moscou en mars 1987 et d'autres initiatives importantes. Les travaux relatifs à cette convention en sont au stade final. Toutes les conditions sont réunies pour qu'ils soient achevés très prochainement. Les Etats présents à la session sont prêts à poursuivre leur coopération constructive avec leurs partenaires dans les débats en vue de surmonter les obstacles restants, de manière à parvenir, dans un proche avenir, à l'élimination totale et générale des armes chimiques et de la base industrielle servant à leur fabrication.

Progression vers l'interdiction totale des essais d'armes nucléaires. Les Etats parties au Traité de Varsovie considèrent la cessation et l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires comme une mesure prioritaire en vue de l'arrêt de la course aux armements, qui peut bloquer efficacement le perfectionnement des armes nucléaires. Dans ce contexte, ils appellent l'attention sur le document intitulé "Dispositions fondamentales d'un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires", soumis en juin 1987 à la Conférence du désarmement, et proposent de créer un groupe spécial d'experts scientifiques qui serait chargé d'élaborer, dans les meilleurs délais, des propositions concrètes relatives au système de contrôle de la non-réalisation des essais nucléaires. L'élaboration d'un tel traité, dans le cadre de la Conférence du désarmement, et les négociations soviéto-américaines complexes sur la limitation et, finalement, sur l'interdiction totale des essais nucléaires vont se compléter mutuellement, en poursuivant un objectif unique. Les Etats parties au Traité de Varsovie sont prêts à examiner, de manière constructive, toutes autres propositions et suggestions visant à régler rapidement cette question.

De l'avis des Etats parties au Traité de Varsovie, la Conférence du désarmement fournit une base solide pour un travail concret et normatif relatif aux questions liées à la prévention de la course aux armements dans l'espace. Les pays socialistes ont soumis des propositions concrètes sur ce sujet.

Les Etats participant à la session soulignent la nécessité d'activer le travail de la Conférence dans d'autres domaines importants, en tenant compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies qui expriment la volonté de la majorité écrasante des Etats.

Ils proposent qu'à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement soient examinés en détail tous les aspects des travaux de la Conférence du désarmement, en vue d'améliorer son efficacité.

Les Etats parties au Traité de Varsovie proposent, par des efforts communs et dans un esprit de dialogue constructif, exempt de confrontations, de définir les moyens permettant d'améliorer les résultats pratiques des débats se déroulant à la Conférence du désarmement de Genève, et de mettre au point les mesures pratiques suivantes :

Premièrement, intensifier l'activité de la Conférence, de manière que celle-ci poursuive ses travaux pendant toute l'année, avec deux ou trois interruptions. Décider que les organes auxiliaires de la Conférence, conformément à son mandat général, opéreront non pas sur une base annuelle, mais jusqu'au terme de leur travail.

Deuxièmement, faire participer de manière plus active les experts et les centres scientifiques existant dans les différents pays à l'examen des problèmes dont est saisie la Conférence. Selon les besoins, recourir dans une plus large mesure à la création de groupes d'experts pour les différents domaines. Examiner la possibilité d'associer des savants et des personnalités de la vie publique de renommée mondiale à la recherche de solutions aux problèmes les plus complexes du désarmement discutés à la Conférence, et à la détermination des facteurs à long

terme qui ont une importance majeure pour le renforcement de la sécurité. Ceci pourrait être mis en oeuvre de différentes manières, notamment en constituant un conseil consultatif.

Troisièmement, réunir avec le consentement des membres de la Conférence, des réunions extraordinaires au niveau des ministres des affaires étrangères à des périodes de responsabilité particulière, et notamment lorsque surgissent de graves difficultés au cours des débats. Des réunions auxquelles assisteraient des ministres apporteraient une contribution positive au déroulement de délibérations aussi importantes.

Les Etats parties au Traité de Varsovie estiment judicieux de donner à tous les Etats qui ne sont pas membres de la Conférence du désarmement la possibilité de participer à ses travaux. A leur avis, celle-ci pourrait devenir une instance universelle permanente pour les débats portant sur le désarmement.

Les Etats parties au Traité de Varsovie constatent que les discussions sur les questions de sécurité et de désarmement, menées sur des bases multilatérales et bilatérales, se complètent et s'enrichissent mutuellement.

Les Etats parties au Traité de Varsovie se déclarent prêts à participer de manière constructive à l'examen et à la mise en oeuvre de toutes les propositions concrètes - d'où qu'elles émanent - visant à activer la Conférence du désarmement et à améliorer son efficacité.
